

Le 9e Forum social mondial aura été un grand succès

Écrit par François Sabado

Mardi, 03 Février 2009 01:00 - Mis à jour Mercredi, 04 Février 2009 11:47



Près de 100.000 personnes auront, pendant toute une semaine, manifestées, échangées des expériences, confrontées des positions, pris des décisions. C'est la première grande manifestation mondiale contre la crise capitaliste, mais aussi une preuve de la mobilisation impressionnante de la jeunesse et du peuple brésilien.

Alors bien entendu, le Forum , c'est aussi, l'occasion pour le gouvernement Lula et la direction du PT de prendre une initiative d'envergure mondiale. Il y a aussi le poids des églises. Sans oublier le caractère de « grande manifestation politico-commerciale » de ce genre d'évènement.

Mais c'est la dimension de rassemblement politique qui a prévalu.

Ici, la crise a été omni-présente. La crise dans sa dimension globale. Contrairement à ce qui a été présenté ici ou là (en particulier par le journal Le Monde), le Forum n'aura pas été recentré, un peu comme un retour en arrière, sur la question écologiste, mais aura manifesté, et ce de manière exceptionnelle, le caractère combiné de la crise économique et de la crise écologique.

Il est vrai que la lutte contre la déforestation de l'Amazonie et la montée en puissance des revendications des populations indiennes d'Amérique du sud qui mettent l'accent sur le « vivre bien », c'est à dire l'équilibre entre production, consommation et respect des éco-systèmes a été des plus parlant pour bien montrer que les réponses doivent se situer à la hauteur de la crise de civilisation que connaît la planète.

La crise a été discutée dans toutes ses dimensions : économique , financière, sociale, climatique, alimentaire, dans ses effets sur les droits démocratiques, sur la montée du racisme...

La notion de biens communs aura été discutée comme une question centrale.

Mais si tout le monde s'accorde pour prendre en compte la profondeur de la crise capitaliste comme crise systémique (on a beaucoup plus parlé à Belem d'ailleurs de capitalisme plutôt que de néo-libéralisme, à la différence des derniers forums), si tout le monde s'accorde pour dire que les réponses des gouvernements veulent faire payer les salariés et les peuples (et ne résolvent pas la crise actuelle), les réponses diffèrent entre les participants.

Il y a, du côté d'un nombre important d'ONG et des directions syndicales, la recherche de solutions néo-keynésiennes (plus de régulations, une prise en charge par les institutions internationales – plutôt l'ONU que le G20 – qui s'inscrivent dans l'illusion d'un retour d'avant la phase néo libérale ou dans l'amélioration du système.

Mais la crise pousse à la radicalité. Et l' « Appel de l'assemblée des mouvements sociaux » est de ce point de vue une preuve de cette radicalisation. Il indique que « qu'il n'y a pas de sortie de crise au sein du système »... qu'il faut « appuyer les formes de propriété publique et sociale ». Il se prononce surtout pour « la nationalisation des banques sans indemnisation et sous contrôle social... pour la réduction du temps de travail sans réduction de salaires », pour un ensemble de droits sociaux. Il prend enfin position contre les guerres, le retrait de toutes les troupes d'occupation et le démantèlement de toutes les bases étrangères. Il marque sa solidarité avec le peuple palestinien. Cet appel propose enfin « une semaine d'action globale à l'échelle planétaire contre le capitalisme et la guerre du 28 mars (réunion du G20 à Londres) au 4 avril (60e anniversaire de l'OTAN) ».

Ce Forum s'est aussi tenu dans un nouveau cadre géo-politique mondial après l'élection d'Obama. Et là aussi, il y a diverses positions. Le gouvernement Lula et toute une série d'autres organisations se positionnent déjà dans la recherche d'un accord avec lui, accord qui en Amérique du sud renforcera la position du Brésil. Face à cette position, le meeting de Chavez, Lugo, Corea et Morales.... sans Lula aura été un événement des plus importants. Ces quatre présidents confirmèrent leur opposition à l'impérialisme nord-américain et marquèrent leur indépendance face à la puissance brésilienne.

Enfin, ce Forum vit la tenue, à l'initiative du PSOL brésilien et du NPA de France, d'une conférence de la gauche anti-capitaliste internationale. Une vingtaine de pays et d'organisations étaient représentées. Toutes ces organisations ont convenu de participer à un réseau d'échanges d'expériences, de débats et d'actions communes, en particulier dans le cadre des décisions du FSM. [1]

Conférence de la gauche anti-capitaliste internationale à Belem à l'occasion du FSM

Une réunion international des partis radicaux s'est tenue à Belem, Brésil, à l'occasion du Forum social mondial (FSM) de 2009

A l'initiative du PSOL (Brésil) et du NPA a eu lieu une conférence de la gauche anticapitaliste internationale avec des représentants de 20 pays et d'une vingtaine d'organisations :

Amérique latine : PSOL du Brésil, PSUV du Venezuela, Marea socialista du Venezuela, MST d'Argentine, Otro Camino d'Argentine, PST d'Uruguay, GRS des Antilles, Refundacion socialista de Equateur.

ISO des USA.

Asie : LPP du Pakistan, Power of the Working Class-Collectif pour un nouveau Parti des travailleurs de Corée du sud, RPM-Mindanao des Philippines.

Europe : Syriza-Synaspismos de Grèce, Bloco de Esquerda du Portugal, Red Green Alliance du Danemark, Red Party de Norvège, LCR belge, RSB d'Allemagne, Alternative socialiste d'Autriche, les Alternatifs de France, Izquierda Alternativa de Catalunya, NPA de France.

Après les réunions de Mumbai et de Porto Alegre, cette réunion a été un vrai succès. De plus, de nombreuses organisations n'ont pu se rendre à cette réunion et ont manifesté leur solidarité. Parmi les participants, il y avait des partis et organisations qui représentent une réalité politique importante, tant sur le plan des luttes que sur le plan électoral.

Après deux introductions de Pedro Fuentes pour le PSOL et François Sábado pour le NPA, ce sont les camarades grecs de Syriza qui expliquèrent leur intervention dans l'explosion sociale du mois de novembre. Les représentants du PSUV insistèrent sur la place du Venezuela dans la lutte anti-impérialiste et la nécessité d'un combat anti-capitaliste, notamment dans l'occupation d'usines face à la crise. Les camarades du Bloc de gauche du Portugal et de l'Alliance rouge et verte du Danemark ont présenté leurs activités.

Tous ont insisté sur les nouvelles responsabilités des anti-capitalistes : la crise capitaliste ouvre une nouvelle situation qui va provoquer de nouvelles confrontations sociales et politiques . Ces responsabilités sont d'autant plus importantes que la social démocratie et ses allies politiques ou syndicaux s'inscrivent dans une logique de gestion de la crise capitaliste. Dans ce cadre, les anti-capitalistes doivent intervenir autour de solutions alternatives à la crise qui combinent mesures d'urgence pour l'emploi les salaires, les services publics et mesures de transformations anti-capitalistes.

« C'est aux riches de payer la crise, pas aux peuples ». Ce slogan du FSM sera aussi celui des anticapitalistes.

Les présents se sont aussi accordés pour continuer leur solidarité avec la lutte du peuple palestinien et le combats de nouveaux mouvements anti impérialistes en Amérique latine. Les organisations ont convenue de mettre sur pied un réseau ouvert de toutes les organisations et courants anti-capitalites et anti-imperialistes qui le souhaitent. Elles ont manifesté leur volonté de poursuivre leurs coopérations, leurs échanges d'expériences, leurs débats et actions communes, notamment dans le cadre des décisions du FSM.

François Sabado, à Belém, 2 février 2009

Déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux lors du Forum social mondial 2009

Belém:

Nous ne payerons pas la crise ! Que les riches la paient!

Pour des alternatives anti-impérialistes, anti-capitalistes, féministes, écologistes et socialistes!

Nous, les mouvements sociaux du monde entier nous nous sommes réunis à l'occasion du 9e Forum social mondial à Belém en Amazonie où les peuples résistent à

l'usurpation de la nature, de leurs territoires et de leurs cultures. Nous sommes en Amérique latine là où au cours de la dernière décennie a eu lieu une nouvelle rencontre entre les mouvements sociaux et les mouvements indigènes. Ces derniers questionnent radicalement depuis leur cosmovision le système capitaliste. L'Amérique latine a ces dernières années mené des luttes sociales très radicales qui ont conduit au renversement de gouvernements néolibéraux et à la mise en place de gouvernements qui ont mené à bien des réformes positives comme la nationalisation de secteurs vitaux de l'économie et de réformes constitutionnelles démocratiques.

Dans ce contexte, les mouvements sociaux d'Amérique latine ont agi de manière adéquate en décidant d'appuyer les mesures positives adoptées par ces gouvernements tout en

maintenant leur capacité de critique à leur égard. Ces expériences nous aideront à renforcer la résistance ferme des peuples contre la politique des gouvernements, des grandes entreprises et des banquiers qui déchargent les effets de la crise sur les opprimé(e)s.

Actuellement, nous les mouvements sociaux de la planète faisons face à un défi de portée historique. La crise capitaliste internationale qui porte préjudice à l'humanité s'exprime sur différents plans : c'est une crise alimentaire, financière, économique, climatique, énergétique, migratoire..., de civilisation qui accompagne la crise de l'ordre et des structures politiques internationales.

Nous sommes face à une crise globale

provoquée par le capitalisme qui n'a pas d'issue au sein du système. Toutes les mesures adoptées pour sortir de la crise ne cherchent qu'à socialiser les pertes pour assurer la survie d'un système basé sur la privatisation des secteurs stratégiques de l'économie, des services publics, des ressources naturelles et énergétiques, la marchandisation de la vie et l'exploitation du travail et de la nature ainsi que le transfert de ressources de la Périphérie au Centre et des travailleu/rs/ses à la classe capitaliste.

Ce système est régi par l'exploitation, la compétition exacerbée, la promotion de l'intérêt privé individuel au détriment de l'intérêt collectif et l'accumulation frénétique de richesses par une poignée de nantis. Cela génère des guerres sanglantes, alimente la xénophobie, le racisme et les extrémismes religieux, cela renforce l'exploitation des femmes et la

criminalisation des mouvements sociaux. Dans le contexte de cette crise les droits des peuples sont systématiquement niés. L'agression sauvage du gouvernement israélien contre le peuple palestinien est une violation du droit international qui constitue un crime de guerre, un crime contre l'humanité et aussi un symbole de la négation de droits dont souffrent également d'autres peuples du monde. Cette impunité honteuse doit cesser. Les mouvements sociaux réaffirment leur soutien actif à la lutte du peuple palestinien ainsi qu'à toutes les actions des peuples du monde contre l'oppression.

Pour faire face à la crise, il est nécessaire d'aller à la racine du problème et d'avancer le plus rapidement possible vers la construction d'une alternative radicale qui en finisse avec le système capitaliste et la domination patriarcale. Il est nécessaire de construire une société

basée sur la satisfaction des besoins sociaux et le respect des droits de la nature ainsi que la participation populaire dans un contexte de pleine liberté politique. Il est nécessaire de garantir l'exécution de tous les traités internationaux sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels (individuels et collectifs) qui sont indivisibles.

Dans cette perspective, nous devons lutter pour impulser la plus large mobilisation populaire par une série de mesures urgentes comme:

- la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle social du secteur bancaire

- la réduction du temps de travail sans

réduction de salaire

- des mesures pour garantir la souveraineté alimentaire et la souveraineté énergétique

- l'arrêt des guerres, le retrait des troupes d'occupation et le démantèlement des bases militaires étrangères

- la reconnaissance de la souveraineté et de l'autonomie des peuples qui garantisse le droit à l'autodétermination

- la garantie du droit à la terre, au territoire, au travail, à l'éducation et à la santé pour toutes et

tous.

- La démocratisation des moyens de communication et de connaissance

Le processus d'émancipation sociale poursuivi par le projet féministe, écologiste et socialiste du XXIe siècle aspire à libérer la société de la domination exercée par les capitalistes sur les grands moyens de production, communication et services par l'appui à des formes de propriété d'intérêt social : petite propriété familiale, propriété publique, propriété coopérative, propriété communale et collective. Cette alternative doit être féministe car il est impossible de construire une société basée sur la justice sociale et l'égalité des droits si la moitié de l'humanité est opprimée et exploitée.

Enfin, nous nous engageons à enrichir le processus de construction de la société basée sur la qualité de vie en reconnaissant la participation active et l'apport des peuples indigènes.

Nous, les mouvements sociaux sommes face à une occasion historique pour le développement d'initiatives d'émancipation à l'échelle internationale. Seule la lutte sociale des masses peut sortir les peuples de la crise. Pour impulser cette lutte, il est indispensable de développer un travail de conscientisation et de mobilisation à la base.

Le défi pour les mouvements sociaux est d'arriver à organiser la convergence des

mobilisations globales à l'échelle de la planète et de renforcer notre capacité d'action en favorisant la convergence de tous les mouvements qui cherchent à résister à toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous nous engageons ainsi à:

- Mettre en place une semaine d'action globale contre le capitalisme et la guerre du 28 mars au 4 avril 2009 avec:
- une mobilisation contre le G20 le 28 mars
- une mobilisation contre la guerre et la crise le

30 mars

- une journée de solidarité avec le peuple palestinien pour impulser un boycott, le désinvestissement et les sanctions contre Israël
le 30 mars

- la mobilisation contre le 60e anniversaire de l'OTAN le 4 avril

- Renforcer les mobilisations qui se tiennent chaque année

- 8 mars : journée internationale de la femme

- 17 avril : journée internationale de la souveraineté alimentaire

- 1er mai : journée internationale des travailleu/rs/ses

- 12 octobre : mobilisation globale de lutte pour la Terre Mère, contre la colonisation et la marchandisation de la vie

- Mettre en place un agenda des résistances contre le sommet du G8 en Sardaigne, le sommet climatique de Copenhague, le sommet des Amériques à Trinité et Tobago...

Nous répondons ainsi à la crise par des solutions radicales et des initiatives d'émancipation.